

la MEL s'essaye à la lutte
contre le réchauffement
climatique et se vautre
misérablement

page 7

#grevefeministe

page 8



This is fine

l'édito

8 mars : l'égalité ne se négocie pas, elle se conquiert !

Le 8 mars, journée internationale des droits des femmes, n'est pas une célébration. C'est un jour de lutte, un jour de mobilisation pour rappeler que l'égalité entre les femmes et les hommes est encore loin d'être une réalité.

À la CGT, nous ne nous contenterons pas de slogans : nous exigeons des actes, des engagements concrets pour mettre fin aux inégalités persistantes.

Dans le monde du travail, les écarts de salaires restent criants : en moyenne, les femmes gagnent 22 % de moins que les hommes. Pourquoi ? Parce qu'elles occupent encore trop souvent des emplois précaires, sous-valorisés ou à temps partiel subi. Parce que le plafond de verre reste une réalité étouffante. Parce que les congés parentaux continuent de peser essentiellement sur elles, freinant leur évolution professionnelle.

La CGT comme chaque année a déposé un préavis de grève féministe.

Le 8 mars, nous serons dans la rue aux côtés de toutes celles et tous ceux qui refusent les discriminations et les stéréotypes.

Nous serons là pour rappeler que l'égalité ne se négocie pas, elle se conquiert.

Nous serons là pour revendiquer :

> L'égalité salariale réelle par la revalorisation des métiers à prédominance féminine, souvent sous-payés malgré leur utilité sociale indiscutable.

> La fin des violences sexistes et sexuelles au travail par des mesures de prévention obligatoires et des sanctions effectives.

> Un partage équitable des responsabilités familiales, avec l'allongement et la rémunération à 100 % des congés parentaux pour les deux parents.

Cette journée du 8 mars doit être un tremplin pour intensifier notre lutte quotidienne contre toutes les formes d'inégalités et de discriminations. Ensemble, organisons-nous pour faire de l'égalité une réalité tangible sur tous les lieux de travail. A la MEL, rejoignez notre collectif CGT « femmes- mixité- discriminations ». Nous devons renforcer notre organisation pour être plus efficaces.

Femmes, hommes, soyons uni-es et déterminé-es. Pour l'égalité, pour la justice sociale, pour la dignité de tou-ttes, rendez-vous à Lille, le samedi 8 mars, place de l'Opéra à 14 h 00. Luttons ensemble pour l'égalité et les droits des femmes !

« Si vous voulez que quelque chose soit dit, demandez à un homme. Si vous voulez que quelque chose soit fait, demandez à une femme. »

Margaret Thatcher



Julie Van Eecke

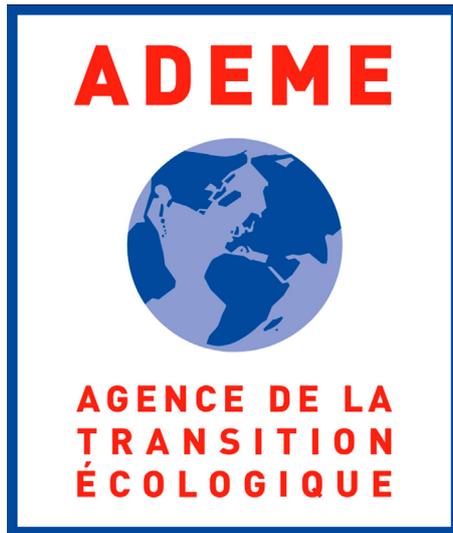
l'agenda

- > **27 février** : Visite formation spécialisée : UTTA
- > **1^{er} mars : 14h**, manifestation à Lille, place de la République « ensemble contre l'extrême droite »
- > **4 mars** : Heure d'information syndicale, Canal de Roubaix
- > **6 mars** : Heure d'information syndicale, UTML
- > **8 mars** : journée internationale de lutte pour les droits des femmes
- > **11 mars** : Heure d'information syndicale, UTLS
- > **13 mars** : Heure d'information syndicale, MIN de Lomme
- > **20 mars** : Visite formation spécialisée : Près du Hem

Démêlons le vrai du faux

La maison brûle et on entrave les pompiers

Un vote au Sénat pour supprimer l'Agence Bio. Des appels de plusieurs personnalités politiques à supprimer l'Ademe et l'Office français de la biodiversité. La recherche d'économies budgétaires doit-elle se faire au détriment des bonnes pratiques environnementales ?



X Non, ce ne sont pas les filières qui protègent l'environnement qui bénéficient le plus des dépenses publiques. Comme le montre l'étude BASIC 2024, 83% des soutiens publics au système alimentaire français en 2021 sont allés aux acteurs des modèles fondés sur la maximisation des volumes, ceux qui entraînent les plus fortes utilisations d'engrais, de pesticides et de machines.

V Les modèles dits différenciés (avec un signe de qualité comme l'AB) sont bien plus performants économiquement et bien moins dépendants des aides publiques. A l'inverse, les acteurs des modèles indifférenciés (transformateurs, distributeurs, restaurateurs) génèrent beaucoup moins de bénéfices nets (28 milliards d'euros en 2021) qu'ils ne reçoivent de soutien publics (40 milliards d'euros). Une piètre performance et une dépendance aux aides publiques qui interroge !

X Non, l'ADEME ne coûte pas 4 milliards. Le budget de l'ADEME, c'est environ 240 millions d'euros. Les 4 milliards, ce sont les subventions de l'État pilotées par l'ADEME qui vont directement à des projets industriels ou des collectivités qui soutiennent donc les tissus industriels locaux en les modernisant. C'était le cas par exemple de France Relance qui a permis d'équiper certains industriels en pompes à chaleur industrielles.

V Une efficacité reconnue par la Cour des comptes ! En analysant le fond chaleur (soutiens aux projets pour décarboner les sources de chaleur) le résultat était sans appel : ils ont souligné la grande efficacité du fond et ont appelé à son renforcement !

X Non malgré les accusations l'OFB ne s'acharne pas les agriculteurs. Pourtant le chef des députés LR à l'Assemblée nationale veut supprimer l'Office français de la biodiversité qu'il accuse de « harceler » les agriculteurs. L'élu a aussi pointé du doigt les agents, qu'il accuse de venir « pistolet à la ceinture » sur les exploitations des agriculteurs.



des Français estiment que l'être humain est partie prenante de la biodiversité (+ 3 points par rapport à 2022) et que les changements sont à opérer

V Seuls 7,5% des contrôles annuels exercés par l'OFB ont un rapport avec le monde agricole. Le reste contrôle les décharges, les permis de chasse,

le respect des zones protégées... bref le respect des lois pour préserver la biodiversité et les milieux. De plus la probabilité pour qu'une exploitation agricole soit contrôlée par les 1 700 inspecteurs de l'environnement, c'est une fois tous les 120 ans.

LES ÉCONOMIES D'ÉNERGIE EN CHIFFRES À CE JOUR



900 000
chaudières individuelles performantes installées



600 000
logements isolés



250 000
luminaires d'éclairage public renouvelés



64 000
personnes formées à l'écoconduite

Primes CIA

Avec la CGT MEL une 1^{ère} victoire pour les agent.e.s !

Leurs revendications sont satisfaites, mais des injustices persistent

Notre tract aux vœux du Président « Les félicitations c'est bien, les rémunérations c'est mieux ! » cette année a fait grand bruit, et a fortement contrasté avec les félicitations orales du Président.

De nombreux agent.e-s se sont rapproché.e-s de la CGT MEL pour témoigner du non versement de la prime JO ou autre CIA 2025 alors qu'ils y étaient éligibles. Certain.e-s avaient imaginé que l'affaire était pliée, et d'autres se sont dit : « je vais aller voir la CGT, on ne sait jamais, je ne suis peut-être pas tout.e seul.e ! ». Bon réflexe ! La CGT s'oppose fermement aux dispositifs comme le RIFSEEP et les primes. Les primes sont versées de façon discrétionnaires et n'entrent pas dans le calcul de la retraite, le RIFSEEP est très volatile car adossé à la fonction, c'est-à-dire au fauteuil qu'on occupe ! En matière de carrières et rémunérations, nous portons au contraire une approche collective des traitements, avec l'exigence d'un point d'indice au minimum à 6 euros minimum

adossé à l'inflation, une révision plus favorable des grilles, la remise en place de la GIPA ou encore la prise en compte de années d'études pour la retraite. Mais la CGT est aussi le syndicat de la feuille de paie. Après la mascarade de 10 mois de réunions trompeuses qui ont abouti à... rien du tout, évidemment, quand un complément de salaire est offert aux agent.e-s on ne va pas cracher dans la soupe !

Or cette année, de nombreu-x-ses collègues pourtant éligibles aux différents CIA (la prime JO notamment mais pas que) ont été laissé-e-s pour compte !

Par exemple, parce qu'ils ou elles étaient en arrêt maladie lors de l'EPA qui formalise l'octroi de la prime, ou que l'EPA avait bien été réalisé mais en hors délais... Nous avons donc rencontré les agent.e-s, communiqué pour qu'ils-elles se manifestent massivement, et déployé notre organisation tout azimut. Une

analyse des différentes situations individuelles, la mise en place d'un collectif, une alerte urgente auprès du VP, des contacts avec les services, une réunion urgente avec le DGA RH suivi d'un retour immédiat en présentiel et visio envers les collègues, la sollicitation du DGS, et surtout le coup de pression final à l'occasion des vœux avec un tract spécifiquement tourné sur cette injustice. En un temps record –et la CGT

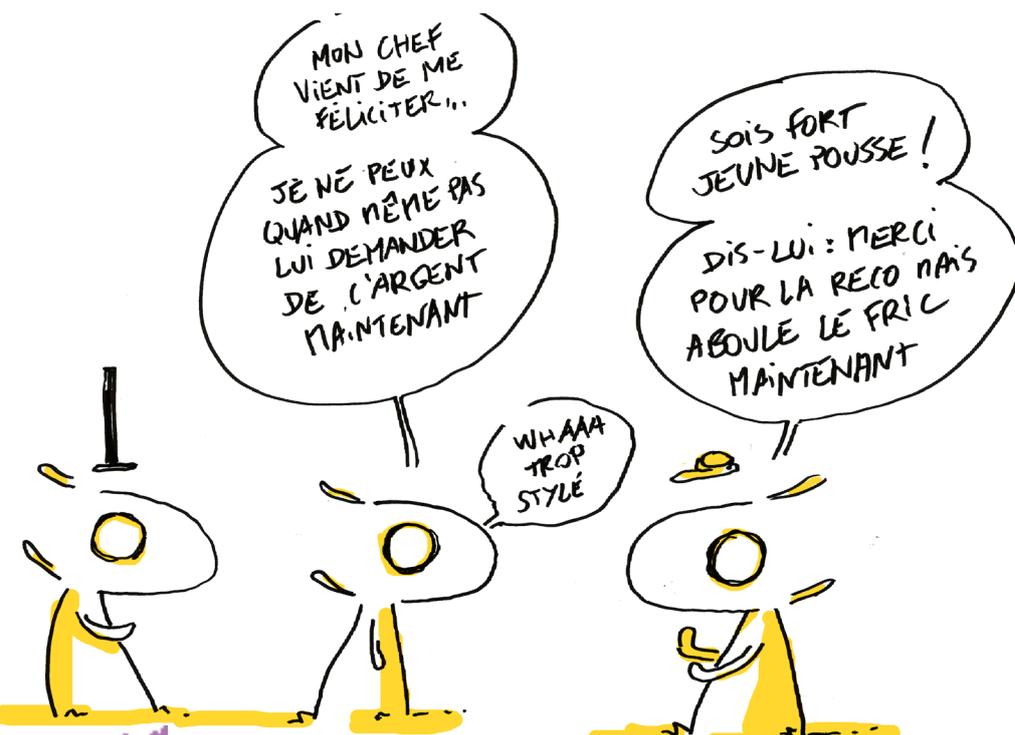
salue au passage l'investissement des encadrant.e-s-, des EPA ont été organisés en moins d'une semaine pour remettre en conformité la situation des agent.e-s et verser les primes sur la prochaine feuille de paie. De l'amertume quand même car subsiste le cas de plusieurs collègues dans une situation particulière qui n'a pas abouti et que nous continuerons à défendre auprès de l'administration.

Nous félicitons les collègues d'avoir fait confiance à la CGT au sein d'un collectif sans lequel nous n'aurions certainement pas abouti.

Rappelons-nous Bertolt Brecht : « Ceux qui luttent ne sont pas sûrs de gagner, mais ceux qui ne luttent pas ont déjà perdu »

Ce malheureux épisode de notre Métropole bureaucratique de Lille démontre l'iniquité de ce dispositif de primes à la gueule du client. Le risque est grand d'engendrer des tensions entre les collectifs de travail et par conséquent, des impacts sur le service public. Si nous continuons à soutenir auprès du ministre Marcangelli le rattrapage et le dégel du point d'indice, nous revendiquons auprès de l'exécutif de la MEL une révision à la hausse du RIFSEEP pour toutes et tous. Mais pour ce faire, il faudra être un peu plus nombreux. Car c'est ensemble, que tout devient possible !

Fred Parisot et Thierry Duel



Les Rencontres d'Options UGICT CGT

Les professions intermédiaires à l'honneur

Paul et Martin de la CGT MEL ont représenté l'UGICT Nord lors des rencontres d'Options consacrées aux professions intermédiaires, qui se sont déroulées à Montreuil le 30 janvier dernier. Cette catégorie de travailleur-euse-s correspond aux agent-es de catégorie B dans la fonction publique. Iels occupent une place centrale au sein des entreprises et des administrations, se situant entre les cadres et les ouvrier-ères/employé-es. Trois tables rondes ont mis en lumière une réalité alarmante : depuis 30 ans, ces métiers subissent un déclassement

important. Leurs savoir-faire sont invisibilisés et leur reconnaissance sociale et salariale est en berne. Malgré des niveaux de qualification toujours plus élevés, les professions intermédiaires, qui regroupent 7 millions d'actif-ves, souffrent d'un brouillage de leur identité professionnelle entre les cadres et les ouvrier-ères/employé-es. De nombreux-ses technicien-nes, infirmier-ères, agent-es de maîtrise ou coordinateur-rices sont en première ligne des transformations du travail (digitalisation, restructurations, pression managériale accrue, etc.), mais sans la

reconnaissance salariale qui devrait les accompagner. Les salaires stagnent et les perspectives d'évolution se ferment. Le constat est sans appel : en 25 ans, les salaires ont augmenté de 14 % en moyenne, mais seulement de 2 % pour les professions intermédiaires. Pire encore, à qualification égale, une génération gagne aujourd'hui en moyenne 40 € de moins par mois que la précédente. En 30 ans, nous sommes passé-es de 2,4 fois le SMIC à seulement 1,8... Paradoxalement, les employeur-euse-s exigent toujours plus de compétences. Le fossé se creuse entre les exigences des métiers et la reconnaissance salariale et professionnelle. **Les femmes, qui représentent 60 % des professions intermédiaires, sont en première ligne face à ce grand déclassement.** Elles subissent une triple peine : des salaires plus bas, des carrières freinées et une reconnaissance moindre de leurs compétences, notamment dans les métiers du soin et du lien social. La CGT alerte depuis des années sur ces inégalités et exige des mesures fortes pour y remédier. Les professions intermédiaires sont essentielles au bon fonctionnement de nos services, entreprises et administrations. Elles méritent mieux que l'oubli et la précarisation ! La CGT revendique une véritable reconnaissance des qualifications et des parcours professionnels, ainsi qu'un SMIC revalorisé et progressif en fonction du niveau de qualification à l'embauche.

Pour la section ICATM de la CGT MEL

Martin Pasero



attendez, il a un projet le mec ? haha :)

Bayrou et son « new gouvernement »

L'injustice fiscale, la casse des services publics et l'austérité comme projet !

L'indécence des grands patrons avec la complicité du gouvernement n'a plus de limite.

Le 31 janvier 2025, notre secrétaire générale, Sophie Binet, a pris la parole sur RTL pour dénoncer l'attitude de ces élites économiques qui osent se plaindre d'une légère augmentation temporaire de la taxation des grandes entreprises, alors qu'elles ont bénéficié de larges cadeaux fiscaux des gouvernements Macron.

Pendant que les actionnaires se gavent des profits records, les salarié-e-s, elles et eux, voient leurs conditions de travail et de vie se détériorer.

Honte à ceux qui font du chantage à l'emploi, qui menacent de délocaliser alors qu'elles reçoivent des milliards d'aides publiques. Leur seule logique est celle du profit à court terme, quitte à sacrifier l'industrie et les emplois en France. Ces dirigeants, « n'en ont plus rien à faire de la France et de l'intérêt général. Les rats quittent le navire », comme l'a justement dénoncé Sophie Binet. Mais notre combat ne s'arrête pas là. Le gouvernement continue d'attaquer

frontalement les services publics et leurs agent.e.s. Le 30 janvier 2025, lors d'une réunion avec la Direction Générale de l'Administration et de la Fonction Publique (DGAFP), nous avons été confrontés à une proposition inacceptable : un projet d'accord de méthode sur la Qualité de Vie et les Conditions de Travail (QVCT), totalement déconnecté de la réalité du terrain.

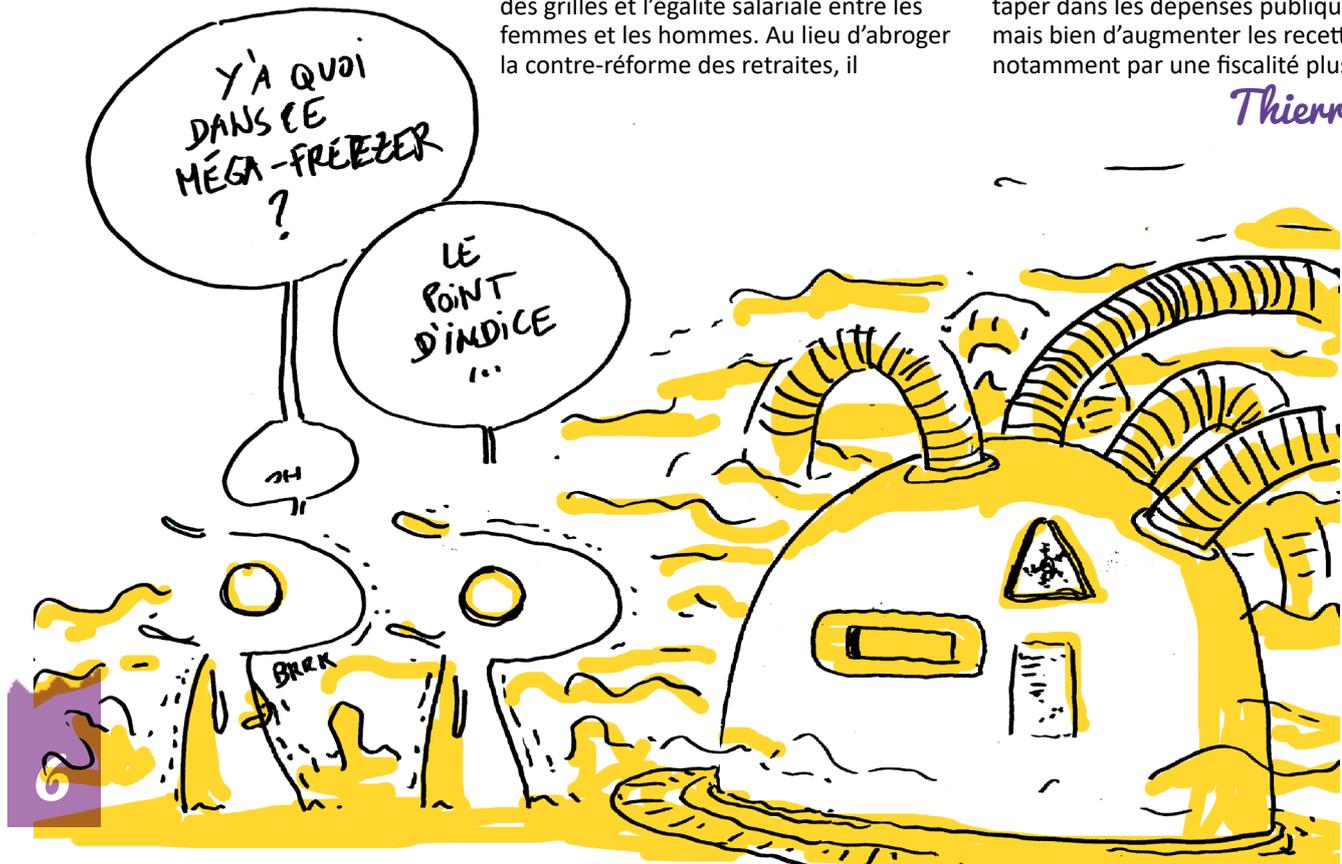
Pourquoi parler d'amélioration des conditions de travail quand, dans le même temps, le ministre Laurent Marcangeli impose une baisse de 10 % de la rémunération des agent-e-s en arrêt maladie ordinaire et annonce la poursuite du gel de la valeur du point d'indice en 2025 ? Comment avoir confiance quand la Garantie Individuelle du Pouvoir d'Achat (GIPA) n'a toujours pas été versée en 2024 et ne le sera pas davantage en 2025 ?

Pire encore, alors que la fonction publique est frappée par la smicardisation des grilles indiciaires, le gouvernement refuse toute négociation sur une augmentation immédiate des salaires, une refonte des grilles et l'égalité salariale entre les femmes et les hommes. Au lieu d'abroger la contre-réforme des retraites, il

s'attaque désormais au régime de retraite des fonctionnaires. C'est IRRECEVABLE ! Face à ces attaques, la CGT a quitté la réunion du 30 janvier. La CGT refuse de servir d'alibi à un gouvernement qui méprise les fonctionnaires.

Et comme si cela ne suffisait pas, nous devons faire face à une nouvelle attaque d'ampleur avec l'adoption en force du budget 2025. Le gouvernement Bayrou a utilisé, comme ses prédécesseurs le 49.3, pour la 25e et 26e fois sous Macron, afin de faire passer un budget d'austérité qui prévoit une baisse historique des dépenses publiques de 32 milliards d'euros. Ce sont 3,1 milliards d'euros en moins pour le travail et l'emploi, 2,5 milliards pour l'écologie, 1,6 milliard pour l'aide publique au développement et 1,5 milliard pour la recherche et l'enseignement supérieur. Autrement dit, ce sont encore les salarié-e-s, les services publics et les citoyen-ne-s qui paient la facture, pendant que le patronat continue à bénéficier d'allègements fiscaux et de subventions. On connaît la méthode ! La question n'est pas de taper dans les dépenses publiques, mais bien d'augmenter les recettes, notamment par une fiscalité plus juste !

Thierry Duel



ça va pas résoudre le réchauffement climatique tout ça

Quand la MEL plante une forêt... de pics anti-SDF !

Le 21 janvier dernier, étaient expulsé-es, par ordonnance du tribunal de Lille, une trentaine de personnes qui s'étaient mises à l'abri sous un pont lillois, géré par les services de l'État.

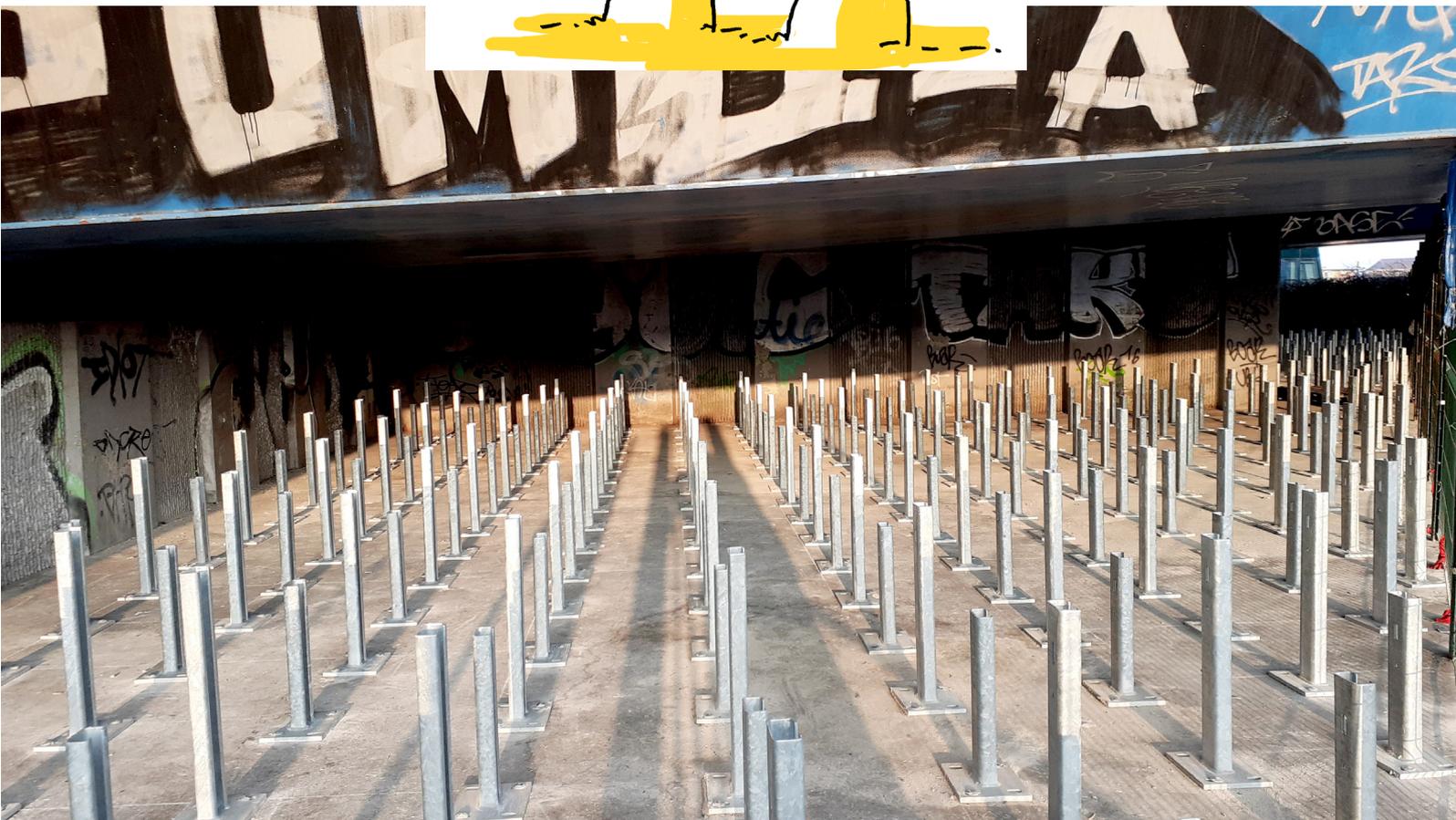
Conjointement à cette expulsion, la MEL a demandé à ses services d'installer un dispositif de herses de centaines de pics métalliques pour empêcher une nouvelle installation de personnes à la rue. La MEL a indiqué être intervenue pour «des raisons de sécurité et de salubrité», parce que «des feux avaient été allumés sous la structure, menaçant son intégrité et mettant potentiellement en danger les usager-es de la voie située au-dessus», et pour permettre «l'accès aux entreprises chargées de l'entretien du pont» (source : France 3 Régions). Une justification qui révèle une violence institutionnelle choisissant la répression et l'accablement des plus exclu-es, plutôt qu'une posture humaine d'accompagnement qui viserait à garantir l'intégrité physique de jeunes, de femmes, d'hommes, en situation de survie. Au final, conséquence d'une logique exclusivement

sécuritaire, les personnes expulsées sont maintenu-es à la rue, dans des conditions menaçant chaque jour leur vie. Face à cette situation d'urgence, la priorité devrait pourtant être de tout mettre en œuvre pour leur proposer, de façon pérenne, un abri digne, un accompagnement social, et une prise en charge psychologique et médicale. Mais les choix politiques sont à la diminution des moyens financiers et humains et à l'intensification de la répression, préférant invisibiliser et

culpabiliser les personnes les plus fragiles plutôt que les accompagner vers un avenir plus serein. En témoignent encore récemment les choix de la majorité politique du Département du Nord. Malgré sa compétence principale en matière d'action sociale, le Département diminue les financements en faveur de la prévention, de la protection de l'enfance, de l'accompagnement social, allant jusqu'à traiter avec mépris les agent-es des services départementaux et les acteur-rices associatif-ves qui s'en inquiètent et le dénoncent.

La CGT MEL était présente en solidarité avec les agent-es du Département mobilisé-es le 6 février dernier devant leur siège. Au sein de la MEL, une personne sur cinq vit sous le seuil de pauvreté (la moitié de la population à Roubaix), plus de 3 000 personnes survivent dans la rue. En 2023, 735 personnes sans domicile sont décédé-es en France : une situation d'urgence absolue qui ne se traite pas par la répression et à coups de pics.

Jean François
Nedelec



Le 8 mars, journée internationale de mobilisation pour les droits des femmes

Le 8 mars, journée internationale de mobilisation pour les droits des femmes, nous appelons à la grève du travail, des tâches domestiques, de la consommation. Sans les femmes, tout s'arrête ! Nous sommes déterminées à lutter, à faire entendre nos voix pour obtenir l'égalité.

femmes sont majoritaires parmi les personnes expulsables et sont de plus en plus nombreuses à vivre dans la rue. Les femmes sont aussi majoritaires parmi les 9 millions de personnes qui vivent sous le seuil de pauvreté !
> Nous exigeons la transposition immédiate de la directive européenne sur la transparence salariale et la revalorisation salariale des métiers féminisés (éducation, soins, nettoyage...).

tâches ménagères à leur compagne. C'est tout l'enjeu d'une éducation non sexiste qui puisse permettre d'en finir avec les stéréotypes de genre.

Halte aux violences sexistes et sexuelles !

Le procès des 51 violeurs de Gisèle Pélicot a rappelé que les violeurs sont des hommes ordinaires, et que la culture du viol persiste dans les différentes strates de la société. Pour lutter contre les violences sexistes et sexuelles, dont les violences obstétricales et gynécologiques, nous voulons une loi-cadre intégrale qui mette en avant prévention, éducation, protection, accompagnement, sanction et garantisse les moyens pour la prise en charge de l'ensemble des victimes, femmes, enfants et minorités de genre.

Solidaires avec les femmes du monde entier !

Afghanes, Iraniennes, Palestiniennes, Soudanaises, Kurdes, Ukrainiennes, nous sommes solidaires de toutes celles qui encore aujourd'hui sont emmurées, exécutées, qui font face à des bombardements massifs, au génocide, à l'exode, sont victimes de viols de guerre, peinent à nourrir leur famille et elles-mêmes, de toutes celles qui se défendent farouchement pour recouvrer ou obtenir leur liberté et leurs droits, qui sont confrontées aux conflits armés, aux régimes fascistes, réactionnaires, théocratiques et colonialistes. Nous sommes solidaires des femmes et des populations subissant de plein fouet les conséquences dramatiques du changement climatique, aggravé par les politiques productivistes et capitalistes.

Mobilisées tous les jours, le 8 MARS nous manifesterons, nous serons en grève féministe !
RDV 14h00 Place de l'opéra à Lille #UnJourSansNous
Quand les femmes s'arrêtent, tout s'arrête !



Non à l'Extrême Droite !

Les idées d'extrême droite qui prônent la haine de l'autre, le racisme, la misogynie, les LGBTQIA+ phobies, le validisme, se banalisent, et sont aux portes du pouvoir, voire y accèdent partout dans le monde, à l'image de Trump aux Etats-Unis... Les femmes, les minorités de genre, les migrant-es en sont les premières cibles.

Non au silence sur la situation des femmes en France !

Les différents gouvernements ne font rien contre les inégalités salariales et les bas salaires qui touchent particulièrement les femmes (62 % des personnes payées au SMIC sont des femmes). Quant aux mères isolées touchant le RSA, elles sont confrontées à de multiples difficultés pour trouver un emploi (problème de garde d'enfants, de transports...) Particulièrement touchées par la crise du logement, les

> Nous exigeons la création d'un vrai service public de la petite enfance pour en finir avec les crèches privées à but lucratif et les maltraitances liées aux économies de personnels dans ces structures. Nous sommes opposées à la recommandation de la Cour des comptes de développer "la garde parentale, moins onéreuse pour les finances publiques" qui n'est qu'une incitation au retour des femmes à la maison.
> Nous ne pouvons nous satisfaire que rien ne bouge dans la répartition des tâches au sein des couples et ce depuis des années. Cette inégalité dans la répartition du travail domestique se traduit par des inégalités dans la sphère professionnelle et est l'un des facteurs des inégalités salariales et patrimoniales.
> Nous dénonçons le mirage des "nouveaux pères" car les femmes en font toujours beaucoup plus que les hommes, qui de fait prennent plus souvent les tâches valorisantes, en laissant les

